

• (4.20 p.m.)

A mon avis, le devoir qui nous incombe en ce moment est celui d'élaborer pour le Canada de demain un régime capable d'assurer une norme de justice où les intérêts humains puissent passer avant les intérêts financiers, un régime propre à créer pour le bénéfice des héros qui nous reviendront après avoir combattu pour nous un sentiment national qui ne fera pas que reconnaître, ainsi que vous l'avez déclaré publiquement, monsieur le premier ministre, mais qui proclamera que ce qui est physiquement désirable est financièrement possible.

A en juger par les événements qui se sont produits au Canada depuis, je constate que les recommandations faites aux conférences fédérales-provinciales sont loin d'être appliquées. On préfère continuer de patager dans le système bête d'aujourd'hui, en s'ingéniant à trouver tous les moyens possibles d'enlever aux citoyens canadiens, par une variété de taxes, les revenus dont ils ont besoin, avec, comme résultat, la désorganisation de l'agriculture, le chômage, les dettes publiques impayées et impayables des gouvernements municipaux, scolaires, provinciaux et fédéral. Et je ne crois pas que la solution aux nombreux problèmes canadiens pourra être trouvée avec les «réformettes constitutionnelles» que nous constatons depuis trop longtemps.

Ce qu'il faut, c'est une vraie réforme monétaire, qui tienne compte des besoins de la population et qui permette de distribuer intelligemment et d'une façon équitable l'abondante production dont nous disposons.

Si nous continuons à chercher des solutions dans les sentiers battus d'avance par les financiers intéressés, nous risquons de nous retrouver tous dans des zones désignées, où les citoyens canadiens numérotés, classifiés, taxés et endettés se demanderont avec angoisse quand ils seront intégrés, déclassifiés, recyclés ou étatisés. Nous avons pourtant assez d'exemples pour nous décider à mieux orienter nos décisions.

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je saisis l'occasion pour faire quelques remarques sur la politique agricole et son élaboration au cours de ces derniers mois. Toutefois, le texte de la motion montre encore une fois, à mon avis, que l'ingéniosité de l'opposition, et, notamment, celle du député de Peace River (M. Baldwin), est négative et destructive et tend à perpétuer un mythe, à faire fi des réalités et à élargir la marge de crédibilité entre ce parti et les Canadiens.

M. Alexander: Dont 638,000 sont en chômage.

L'hon. M. Olson: C'est regrettable, monsieur l'Orateur. La motion me donne l'occasion de parler de certains développements de la politique agricole et de modifications apportées aux programmes ces derniers mois. Avant d'entamer mes remarques, je devrais sans doute répondre brièvement au leitmotiv des représentants de l'opposition qui ont jusqu'ici participé au débat. Les remarques du député de Red Deer (M. Thompson) semblent avoir bien peu rapport au texte de la motion. A un certain moment, il a laissé entendre que le gouvernement devrait cesser de présenter aux Canadiens des propositions au moyen de livres blancs et de documents semblables.

[M. Dionne.]

M. Thompson: Je n'ai pas dit cela.

L'hon. M. Olson: Il se trompe beaucoup, vraiment, s'il croit pouvoir, par ce discours ou quelque autre moyen, convaincre le gouvernement de cesser de demander aux Canadiens ce qu'ils pensent de certaines propositions avant d'adopter des positions inébranlables. Il y a quelque temps, nous avons mis en œuvre l'utile formule de la consultation avec la population. C'est afin de ne pas «gouverner par surprise». Les Canadiens acceptent la formule comme une politique. A vrai dire, c'est une étape dans l'élaboration d'une politique et nous avons l'intention de continuer dans cette voie.

M. Thompson: C'est une bonne formule pourvu que les propositions soient convenables.

L'hon. M. Olson: Je mentionnerai ensuite les remarques du député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave). Je regrette qu'il n'ait pas eu le temps de rester et d'écouter cet important débat sur l'agriculture.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, la question de privilège ne se pose pas; le député n'est pas à la Chambre et c'est tout ce que j'ai dit.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Les deux députés voudraient-ils reprendre leurs sièges? Le député de Winnipeg-Nord-Centre a la parole.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège pour demander au ministre s'il ignore que la Fédération canadienne de l'agriculture assiste actuellement à notre caucus, ce qui explique l'absence du député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave). Je suis resté ici au cas où on tenterait quelque chose de ce genre.

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, je sais également que chaque fois qu'un ministre est absent de la Chambre, quelque valides que soient les raisons de cette absence, le député ne manque pas de faire ses commentaires. Il attire inévitablement l'attention de la Chambre sur cette absence pour la critiquer.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Olson: Je pense qu'il faut signaler aux députés du NPD, qui excellent à ce genre de chose, qu'un seul d'entre eux est présent ici alors que se poursuit le débat sur la politique agricole.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous admettez que c'est un excellent député.

L'hon. M. Olson: Oh, oui! C'est un excellent député, bien qu'il ne soit peut-être pas très fort en agriculture.

Le député de Saskatoon-Biggar devrait voir les choses telles qu'elles sont avant de perpétuer le genre de fable qu'il tente de conter à la Chambre au sujet de ce qui s'est passé depuis douze ou dix-huit mois. Il a parlé de domai-